

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois 12 fr.
Six mois 23
Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois 14 r
Six mois 27
Un an 51

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bulier et C° placés de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

BOURSE DE PARIS

DU 28 MAI

3 1/2% 55 70
4 1/2% 79
5% 87 35

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

ROUBAIX, 28 MAI 1872

ÉLECTION D'UN DÉPUTÉ à l'Assemblée nationale

CANDIDAT

du comité conservateur libéral

M. BERGEROT

Membre du Conseil général

BULLETIN QUOTIDIEN

L'Assemblée nationale a adopté hier, à l'ouverture de sa séance, le crédit de 53,658,759 fr. destiné au remboursement des sommes payées aux Allemands à titre d'impôts par nos départements occupés. Elle a abordé ensuite la discussion générale sur la réorganisation de l'armée. M. le général Chanzy a déclaré, à ce propos, qu'il n'était pas bon de tout dire à la tribune sur la grave question de l'ordre du jour, pour ainsi dire en présence du vainqueur occupant encore une portion de notre territoire. Malgré cette observation déjà faite par M. Thiers, M. Jean Brunet est venu prononcer un discours ayant pour but principal d'appliquer de la façon la plus absolue le principe du service obligatoire pour tous, sans exception personnelle ou sans distinction de contingent, comme on le propose dans le projet de la commission. C'est M. Trochu qui a pris la parole ensuite.

M. Thiers assistait à la séance.

Une correspondance de Berlin, adressée à la Gazette d'Ausbourg, s'exprime ainsi au sujet des négociations entamées entre la France et l'Allemagne en vue d'une prompt libération du territoire :

Les propositions faites par la France touchant le paiement de la dette de guerre se bornent au versement d'une somme de 500 millions d'ici à la fin de cette année et à des garanties financières pour le paiement par à-comptes du reste de la dette. On ne sait rien de certain touchant la nature de ces garanties; mais si elles paraissent le moins du monde acceptables au gouvernement allemand, ce dernier acceptera les propositions de la France et retirera ses troupes des départements de l'Est. On ne se dissimule pas, il est vrai, qu'en abandonnant en partie la situation politique et militaire que l'on occupe en France, on affaiblira les garanties dont on jouit vis-à-vis d'une politique de revendication; mais, d'un autre côté, on reconnaît que la prolongation du séjour des troupes allemandes en France entretient continuellement la haine des Français contre l'Allemagne et diminue de beaucoup la possibilité d'une réconciliation entre les deux pays.

Un langage si modéré et si concluant exprime-t-il bien sincèrement les sentiments de M. de Bismarck et des Allemands eux-mêmes? Il est permis d'en

douter. Au reste, les négociations ouvertes ne tarderont pas à nous édifier sur ce point.

Nous sommes informés par le télégraphe que les grèves continuent en Angleterre leur œuvre de désorganisation sociale de l'autre côté du détroit.

Les ouvriers de l'arsenal de Woolwich, au nombre de 3,000, ont tenu samedi un meeting dans lequel il a été décidé d'envoyer au gouvernement un mémoire pour demander la réduction des heures de travail.

Après une discussion longue et laborieuse, le Sénat de Washington a adopté, par 49 voix contre 9, la ratification de l'article additionnel d'après lequel l'Amérique retire ses réclamations pour dommages indirects, à la condition qu'à l'avenir l'Angleterre et l'Amérique seront seulement responsables des dommages directs.

La ratification a dû avoir lieu aujourd'hui, après qu'on a eu reçu la réponse de Londres.

21 sénateurs étaient absents ou se sont abstenus de voter.

La presse américaine apprécie diversement ce vote :

Le New-York Herald critique sévèrement l'adoption de l'article additionnel au traité de Washington, qu'il considère comme une concession indigne de l'Amérique.

D'après le New-York Times, le Sénat méritait la reconnaissance de toutes les classes industrielles.

Les sénateurs ont été les interprètes de l'opinion de la grande masse de la nation, qui désirait sincèrement l'adoption du traité.

Les élections provinciales ont eu lieu dimanche en Belgique. Les résultats connus sont favorables au parti catholique. — A. R.

La profession de foi de M. Bergerot, qu'on a lue dans notre numéro d'avant-hier, cause au Progrès du Nord un profond étonnement.

Comment! s'écrie-t-il, M. Bergerot est aujourd'hui ce qu'il était au mois de janvier, ce qu'étaient le 8 février 1871 ses amis de la droite!

Ce qui fait l'étonnement du Progrès du Nord, est précisément pour nous le premier titre de notre candidat.

Oui, aujourd'hui, comme au 7 janvier dernier, comme au 8 février 1871, nous voulons pour représentants des hommes qui se mettent résolument au service d'une grande cause: celle de la patrie et de la société menacées par « des utopies aussi dangereuses au point de vue moral et religieux que pour nos intérêts matériels. »

Nos députés — non pas les vôtres — sous le règne de la criminelle Commune, ont proclamé que la France croit en Dieu.

Nos députés — et non pas les vôtres — ont armé la société contre les sauvages agressions de l'Internationale.

Nos députés — et non pas les vôtres — ont refusé de faire rentrer l'Assemblée dans Paris, pour ne pas l'exposer de nouveau au joug violent et honteux de l'émeute. Responsables des

destinées de la France, ils ont même voulu que, si quelque crime imprévu les dispersait, une autre Assemblée provisoire soit constituée immédiatement par les délégués des Conseils généraux. Et cette mesure si sage, si patriotique, votre candidat M. Dergnaucourt, dans son passage à la Chambre, n'a pas hésité à la blâmer. Avec les députés chers à la Commune, il a voté contre!

Vous nous appelez des « incorrigibles! » Nous n'avons pas à nous corriger, car nous sommes dans la vérité.

Les « incorrigibles, » c'est vous, et vos amis, vous qui approuvez les demandes d'amnistie en faveur des assassins et des incendiaires.

Les « incorrigibles, » c'est vous et vos amis qui menacent toujours l'ordre social, un même sentiment supérieur réunisse sur le même terrain des hommes de toute opinion, pour vous combattre, vous et vos amis!

N'êtes-vous pas ligué, vous-même, vous, Progrès du Nord, encore aujourd'hui, avec ce même Echo du Nord qui, séparé de vous aux élections du conseil général au mois d'octobre dernier, vous appelait une « coterie » de républicains « communs, pointus, écorchés, vaniteux insatiables, exploitateurs du peuple avec préméditation, etc.; — de l'Echo du Nord qui essayait, le mois dernier, de rompre définitivement avec vous, et d'opposer programme à programme, comité à comité?

Vous avez beau chercher à nous diviser. Ce n'est pas dans nos rangs qu'il faut chercher les « frères ennemis. » Girondins et Montagnards, sous différents noms variant selon les époques, voilà près d'un siècle que, divisés entre vous jusqu'à la mort, vous ne vous unissez jamais que pour détruire.

A l'union révolutionnaire nous opposons l'union conservatrice.

Voilà encore aujourd'hui, comme au mois de janvier, comme au 8 février 1871, le véritable sens de l'élection.

Il n'y a là — quoi que vous en disiez, — ni « vague, » ni « équivoque, » ni « ambiguïté. »

Nous sommes avec la majorité de l'Assemblée nationale, avec cette majorité sage et dévouée, que nous voulons aider à raffermir l'ordre, à maintenir la paix publique, à réorganiser la France.

Vous êtes avec la minorité, avec ces hommes de passion, de violence, ces esprits exagérés et absolus, ces rêveurs et ces utopistes, dans les rangs desquels la criminelle Commune a trouvé et trouve encore tant de partisans, ces hommes qu'on a vus si souvent mettre la République avant la France.

Pour nous, la France avant tout! (Propagateur.) H. LEFEBVRE.

La République française, journal de M. Gambetta, soutient énergiquement la candidature de M. Dergnaucourt.

Conservateurs du Nord, soyez instruits?

Nous avons raison, l'autre soir, en disant que l'accord entre le gouvernement et la majorité déconcertait de façon terrible les jacobins de l'Assemblée et de la presse. Et la preuve, c'est que, ce matin, le journal le plus sérieux et le plus pénétrant de tous les journaux radicaux, lequel est, en même temps, le journal de M. Gambetta, la République française, en un mot, est fort inquiet de cet accord et qu'elle essaie des efforts considérables afin de rompre la bonne entente et de ramener le gouvernement vers la gauche.

Voici, en effet, ce que dit ce matin le journal dont il s'agit :

Tous les jours, nous voyons les journaux dévoués à la majorité adresser au pouvoir exécutif les appels les plus pressants, pour l'inviter à confondre sa cause avec celle de l'Assemblée, à ne jamais se séparer d'elle, à suivre sa politique. C'est notre espoir que ces appels ne sont pas écoutés, parce que c'est notre conviction qu'entre la majorité de l'Assemblée et le pouvoir exécutif, légalement est son émanation, la France distingue de plus en plus. Nous avons la certitude que le pouvoir exécutif sait parfaitement à quoi s'en tenir sur la popularité de l'Assemblée, et nous ne le verrions pas, sans dommage pour les intérêts publics, encourir la défaveur qui, depuis longtemps, s'attache aux opinions comme aux actes de la majorité.

On voit quelles flatteries sont adressées à M. Thiers, quelles avances on lui fait, et comme on voudrait le reconquérir. « La France distingue de plus en plus entre la majorité de l'Assemblée et le pouvoir exécutif. Le pouvoir exécutif sait parfaitement à quoi s'en tenir sur la popularité de l'Assemblée, etc., etc. » On cherche à effrayer le président, à lui faire croire que l'intérêt de sa gloire est de se tenir avec la gauche radicale, et comme on connaît le côté faible de M. Thiers, comme on sait que ce qu'il ambitionne surtout, c'est la faveur populaire, on emploie ce moyen qui, il faut l'avouer, ne serait pas mal trouvé si les faits eux-mêmes n'étaient pas là pour attester le contraire de ce qu'on avance, et si surtout ces paroles n'étaient pas prononcées par M. Gambetta et ses amis, qui sont bien, à tout prendre, les gens les plus impopulaires de France.

M. Thiers se rendrait populaire en se séparant, de nouveau, de la majorité! M. Thiers obtiendrait la faveur de la nation en se rapprochant de M. Gambetta! Mais, en vérité, ce sont là des assertions trop clairement démenties par l'expérience d'aujourd'hui comme par celle d'hier. Est-ce que, depuis un mois que le pouvoir exécutif vit en meilleure intelligence avec la majorité, est-ce que depuis une huitaine de jours surtout, depuis le moment où le chef du gouvernement a tenu une attitude si calme en face des violences de M. Gambetta, depuis l'heure où la loi du conseil d'Etat a passé sans encombre, on ne sent pas dans le public plus de calme, plus d'aise et plus de confiance? Est-ce que les affaires ne se montrent pas plus assurées, bien que certaines illusions sur les dispositions de l'Allemagne semblent devoir être dissipées? Est-ce qu'enfin cet accord entre le cabinet et la majorité n'est point pour raffermir nos courages

et ne les raffermir pas en effet? Il faut être aveugle, ou plutôt il faut ne point vouloir y voir pour n'être point frappé de ce résultat.

Et, d'autre part, contre qui donc a été nommé M. Thiers et de qui donc le pays l'a-t-il chargé de réparer les lamentables fautes? Est-ce que, en acclamant M. Thiers, le pays n'a pas, du même coup, sifflé M. Gambetta? Est-ce que le suffrage universel ne lui a pas dit très nettement, en février 1871: Voilà cinq mois que, sans nous consulter, dix ou douze députés de Paris disposent de nous, de notre fortune, de nos fils, de notre territoire, de notre avenir; débarrassez-nous de ces gens-là, et en place de leur pouvoir fou et usurpé, faites régner votre autorité sage et légitime? Or, qu'ont donc accompli M. Gambetta et ses amis depuis quinze mois pour amener le pays à changer d'opinion sur leur compte? Quelles vertus nouvelles ont-ils montrées? Par quels glorieux travaux se sont-ils signalés? Où est leur intervention dans les grandes questions qui intéressent le pays? Quel plan financier ont-ils produit? Quelle part ont-ils prise aux discussions sur les traités, sur les impôts? Aucune. Ils se sont tus, ne sachant rien de ces problèmes, dont la solution nous importe cependant plus que tout autre chose. Ils se sont bornés à courir les villes, à prononcer des discours stériles dans quelques banquets démocratiques; ils ont créé des embarras au gouvernement. Voilà tout ce qu'ils ont fait. Pourquoi donc, dès lors, le pays aurait-il changé d'opinion à leur égard et serait-il guéri de l'effroi que leur incapable et implacable dictature lui avait inspiré?

Non vraiment! — Les radicaux sont aujourd'hui aussi impopulaires qu'ils l'étaient en janvier 1871. Et cette impopularité, M. Thiers la connaît bien, et c'est pourquoi aussi, en homme soucieux de sa propre fortune comme de celle du pays, il tend à s'éloigner chaque jour davantage et de eux et de leur parti. Nous comptons bien, pour notre part, qu'il persévérera dans cette résolution, et que, sourd à toutes les belles phrases et à toutes les fausses promesses des Jacobins, il restera fermement attaché aux conservateurs, ses alliés naturels, et ceux aussi dont l'alliance avec lui peut seule aider à la reconstitution, un moment compromise, de la nation française. (Patrie.)

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 27 mai 1872.

Le général Trochu veut profiter, dit-on, de la discussion sur la réorganisation de l'armée pour faire ses adieux à la vie publique et donner, en quelque sorte, son testament militaire. Pourvu qu'il n'en soit pas de celui-là comme de son testament pour le siège de Paris! La gauche se propose d'interpeller vivement le général au sujet de sa conduite militaire pendant le siège et de la capitulation de Paris. Je connais des membres de la droite qui devaient s'ab-